

REPUBLIQUE DU RWANDA
CONVENTION DE MISE EN OEUVRE
relative au suivi et à la mise en œuvre financière de

“Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)”

NN : 3014911

N° CTB : RWA 13 093 11

Allocation de base: 54 145 445

Entre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au Développement, chargé des Grandes Villes ou son délégué;

D'une part,

Et :

La Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social rue Haute 147, 1000 Bruxelles, représentée par X. De Cuyper et C. Verhaegen, Administrateurs;

Ci-après dénommée « la CTB »,

D'autre part,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, ci-après dénommée « la Loi portant création de la CTB »;

Vu l'arrêté royal du 5 août 2006, tel que modifié le 20 juillet 2012, portant assentiment au troisième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération Technique Belge », ci-après dénommé « le Contrat de gestion »;

Vu le « Vade-mecum pour l'aide budgétaire belge » approuvé par le Ministre de la Coopération au Développement et le Ministre du Budget par échange de lettres daté du 10/04/2008, ci-après dénommé « Vade-mecum »;

Vu la Convention spécifique dénommée «**Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)**» conclue entre le Royaume de Belgique et la République du Rwanda en date du 24 avril 2014 ci-après dénommée « la Convention spécifique »;

Vu le Memorandum of Understanding (MoU) entre « Le Gouvernement de Rwanda » et « les partenaires au développement » relatif au « Partnership Principles for Support to the Rwandan Health Sector » signé le 17 octobre 2007 à Kigali;

Vu le « Dossier de Base » et la « Note Technique » approuvés le 18 mai 2011 et le 07 avril 2014 par le Ministre de la Coopération au Développement;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} Objet de la Convention

L'Etat charge la CTB du suivi et de la mise en œuvre financière relatifs au «**Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)**», selon les dispositions reprises dans les annexes de la présente Convention de mise en œuvre, ci-après dénommée « la Convention de mise en œuvre ».

Ladite Convention de mise en œuvre définit:

1. l'expertise fournie par la CTB pour le suivi financier et technique du «**Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)**» selon les dispositions de l'annexe 1. Pour assurer cette expertise, la CTB:

- recrutera un(e) conseiller(ère) en gestion des finances publiques pour une période de maximum 36 hommes / mois et un(e) conseiller(ère) santé publique pour 24 hommes / mois. Si cet(te) expert(e) n'a pas été recruté(e) dans les 6 mois après la signature de cette Convention, la CTB assurera le suivi temporaire du dossier sur base d'expertise de courte durée. Le/la conseiller(ère) technique sera engagé(e) au plus tard six mois après la signature de ladite Convention de mise en œuvre et pour la durée de la Convention de mise en œuvre;
Un(e) conseiller(ère) en santé publique est recruté sur financement de la CMO CDPF pour les 12 premiers mois, mais est également responsable pour le suivi du **JHSS IIIb**.
- participera aux Missions de Revues Conjointes si l'organisation de ces missions le permet par l'intermédiaire des experts sectoriels de la CTB. Sinon en cas de nécessité, une mission de suivi sera réalisée annuellement (le financement pour 2014 est prévu dans la CMO CDPF) ;
- réalisera conjointement avec des autres partenaires de développement des études techniques et si nécessaires des audits externes (le financement pour 2014 est prévu dans la CMO CDPF).

2. la contribution financière de l'Etat belge au «**Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)**» aura lieu selon les modalités de versement décrites à l'article 3 de la Convention spécifique et les dispositions de l'article 2 de la Convention de mise en œuvre.

Article 2 Prix, don et financement

2.1. Prix de l'expertise

Le prix pour l'exécution du suivi du «**Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)**» est de 1.020.100 € (un million vingt mille cent euros).

Composition du prix:

- coût de l'expertise (1.010.000 €);
- bénéfice autorisé de 1 % du coût de l'expertise (10.100 €);

La composition de ce prix figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

2.2. Don de la Belgique

Le don de la Belgique pour le «**Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)**» est une tranche de 18.000.000 € (dix-huit millions d'euros) conformément à l'art. 3 de la Convention spécifique.

La composition de ce don figure dans le plan financier de synthèse qui se trouve en annexe 2, laquelle fait partie intégrante de la présente Convention de mise en œuvre.

2.3. Financement

2.3.1. Expertise

Appel de fonds

Dès signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduira à la DGD une demande d'avance, égale à 100 % du montant du coût estimé par la CTB pour le premier semestre. Cette avance constituera un fond de roulement.

Ensuite, chaque trimestre, la CTB introduira, à la DGD, une facture sur base des dépenses réellement encourues.

Chaque facture sera payable par la DGD à la CTB au plus tard 56 jours calendriers après réception.

La demande d'avance viendra en déduction des factures de frais réels à la fin du projet.

Justification

Au plus tard, six mois après l'échéance de la Convention de mise en œuvre et de ses annexes, la CTB introduira un récapitulatif à la DGD, sur base des dépenses réellement encourues pendant toute la période reprenant la clôture financière de la prestation.

Le relevé de toutes les dépenses sera joint au récapitulatif et sera attesté par un membre du Collège des Commissaires comme des coûts enregistrés dans la comptabilité de la CTB.

Un remboursement à l'Etat belge des montants non dépensés par la CTB se fait au plus tard 56 jours après introduction du récapitulatif.

2.3.2. Don de la Belgique

Appel de fonds

Comme prévu à l'article 3 de la Convention spécifique, une tranche destinée au «**Joint Health Sector Support IIIb (JHSS IIIb)**» sera libérée par la CTB au partenaire, pendant la période 2014- 2015:

- une tranche de 9.000.000 € pour l'année budgétaire 2014-2015;
- une tranche de 9.000.000 € pour l'année budgétaire 2015-2016.

Dès la signature de la présente Convention de mise en œuvre, la CTB introduit à l'Etat belge une facture pour le versement de la tranche, tel que stipulé dans l'annexe 2 de la présente Convention de mise en œuvre.

Les factures seront honorées au plus tard à la CTB 56 jours après réception de la facture.

La CTB n'effectuera aucun versement au partenaire, si le paiement de la facture n'a pas été effectué.

Mécanisme de paiement des tranches au partenaire

Les conditionnalités pour les versements sont décrites dans la Convention spécifique à l'article 3.

En cas de non-objection de l'Attaché et l'Inspection de Finances dans les délais décrits dans le Vade-mecum (et annexe 1.1), la CTB notifie cette décision au partenaire et effectue le paiement.

Article 3

Modalités de suivi de la mise en œuvre financière relative au «JHSS IIIb»

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à exécuter leurs obligations de bonne foi et à se porter mutuellement assistance pour la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

L'Etat belge notifiera au partenaire et aux autres bailleurs de fonds appuyant le «JHSS IIIb» les tâches et rôles dévolus à la CTB par la présente Convention de mise en œuvre.

Les deux parties signataires de la présente Convention de mise en œuvre s'engagent à informer l'autre partie sans délai de toute correspondance ou modification relatives aux dispositions de la Convention spécifique ou toute autre information relative à la bonne exécution de la Convention de mise en œuvre.

Article 4

Procédure de modification

Toute modification de cette Convention de mise en œuvre se fera par simple avenant entre les parties.

Article 5

Rapports

La CTB établira les rapports conformément au contenu et au timing décrits dans le Vade-mecum (inclus les annexes)

Article 6

Réception de la prestation

La réception de la prestation consiste en l'approbation par l'Etat belge du rapport final de la prestation de coopération mentionné dans le Vade-mecum annexe 14.3. Cette réception

intervient dans les 60 jours à dater de l'introduction du rapport final auprès de l'Etat belge et, le cas échéant, dans les 60 jours de la transmission à l'Etat belge des réponses aux questions que ce dernier aurait formulées sur le rapport final.

Article 7 Durée de la Convention

La présente Convention de mise en œuvre entre en vigueur le jour de sa notification et vient à échéance trois mois après la fin de l'expertise prévue en article 1 de la présente Convention de mise en œuvre.

La durée de la présente Convention de mise en œuvre n'est pas affectée par l'échéance du Contrat de Gestion.

Le Ministre dont relève la CTB peut suspendre la Convention de mise en œuvre ou y mettre fin dans les conditions prévues à l'article 19 du Contrat de Gestion.

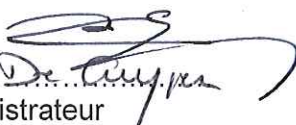
Article 8 Dispositions finales

Toutes les notifications prévues par la présente Convention de mise en œuvre sont adressées, moyennant accusé de réception, pour la CTB à Monsieur le Président du Comité de Direction et pour l'Etat au Ministre ou à son délégué.

La présente Convention de mise en œuvre est soumise au droit belge.

Fait à Bruxelles, le 08 mai 2014, en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la CTB,


..... V. De Keyser
Administrateur

Pour l'Etat belge,


Jean-Pascal Labille
Ministre des Entreprises publiques et de la
Coopération au Développement, chargé des
Grandes Villes

et


..... C. Verhaegen
Administrateur

ANNEX 1: TOR OF BUDGET SUPPORT EXPERTS

Terms of Reference of the International Public Health expert

1. Tasks

A. Support to the Belgian Cooperation

- Provide technical and policy advice to the Attaché with regard to his/her positioning on policy and political issues
 - Provide the Attaché with an analysis of the health sector performance prior to both the Joint Health Sector Reviews (JHSR) and the Joint Budget Support Reviews (JBSR) and make sure that public health concerns are addressed.
 - Make sure that the new policies and/or critical issues raised in TWG meetings are brought up, in due time, to the attention of the Attaché.
- Contribute actively to the existing technical coordination mechanisms, Groupe de Coordination Santé, of the Belgian support to the Health sector so as to promote a shared vision and a coherent approach; including the scientific support dynamics.
- Provide quarterly reports (2 progress reports, 1 annual report and a disbursement report) with regard to programme implementation and policy dialogue, as provided in the Vademecum for Budget Support. Quality assurance of the reports will be done first by the Departments of Expertise (for progress reporting) and Finance in BTC Brussels, then by the ResRep, who officially timely submits the reports to the Attaché.
- In particular, for the disbursement report, the adviser will systematically check whether the conditions for disbursement as defined in the Specific Agreement are met. She/he will, after internal quality check, formulate a clear advice to the Attaché in this respect. The Attaché will submit the Report with his advice to the Inspector of Finance and BTC HQ.
- Support the implementation of the health bilateral program as defined in the PIC 2011-2014, taking into account the evolution of international context
- Occasionally provide support upon request to health programmes within other partner countries of the Belgian Cooperation.
- Occasionally participate in international seminars, conditioned by the approval of the ResRep of BTC and in consultation with the Attaché.

B. Support to the SWAP coordination mechanisms

- Contribute to the achievement of more effective aid to the health sector through improved harmonisation, coordination of DPs and their alignment to the Sector Strategic Plan and policies, according to the principles of the Paris Declaration, Rwanda's Aid Policy Manual and the MoU for the health SWAp.
- Actively participate in the SWAp Committee meetings. Contribute to the sector-wide approach implementation at district level and strengthen this approach at central level.
- Actively participate in the Technical Working Groups (TWG) meetings relevant for the JHSS program follow-up in which the expert can provide valuable contributions (e.g. Health System Strengthening TWG, Human Resources for Health TWG, Governance/decentralization TWG.)

- Actively participate in the monthly Development Partners Group (DPG) meetings and in the bi-monthly Health Sector Working Group (HSWG) meetings.
- Actively participate in the (preparatory) meetings of the bi-annual Joint Health Sector Reviews (JHSR) as well as in the drafting of the JHSR joint summary reports together with the Attaché, other DPs and the MoH representatives..
- Advise the Attaché and other DPs contributing to the Capacity Development Pooled Fund and actively participate in the CDPF DP meetings and Steering Committee meetings.
- Give feedback to the DPs on matters pertaining to health development in Rwanda, paying particular attention to the health-related cross-cutting issues, in particular those which are key for Belgium.
- Establish, develop and maintain good working relations with the Government ministries (namely MINISANTE, MINALOC, MINECOFIN, Local Governments), institutions and all partners involved in the sector.
- Develop, maintain and share an in-depth knowledge and understanding of the programme, including through field visits and networking with local actors.
- Follow, together with development partners, evolutions in international policies and discuss consequences and opportunities for the health sector in Rwanda.

C. Support to the overall functioning of the Rwandan health system

- Follow-up and analysis of the implementation of the Health Sector Strategic Plan (HSSP III).
- Monitor identified risk factors and constructively collaborate with the partner authorities within the framework of the policy dialogue to implement mitigation actions, with a strong emphasis on the quality of health care at decentralized level.

In particular:

- Pay attention that strategic plan implementation remains focused on quality improvement of the service delivery.
- Facilitate the improvement of the monitoring and evaluation framework
- Contribute to institutional capacity development.
- Monitor the effects of the HR policy at district level (eg. availability and turnover of staff in rural areas, training and accreditation of doctors in district hospitals, development of curricula of training schools, motivation strategies including the impact of PBF
- The development of an adapted package of care at different decentralized levels according to needs.
- The quality of medicines.
- Support coherence and linkage of the JHSS programme with the experience and outputs of partners as well as other relevant programmes and projects from other donors.
- Promote action research and capitalisation of experiences that are relevant to further develop national policy. Where possible, take initiative for research and empirical studies in the sector and/or accompany them.
- In collaboration with other donors, initiate a political economy analysis on the SWAp process.

- Monitor transformation within the health sector based on the six mind-shifts described in the technical note¹
- Identify opportunities and create specific entry points for dialogue in view of reinforcing the health system.

2. Work modalities

Work under the leadership of the Belgian BTC Resident Representative (ResRep) and in collaboration with the PFM expert, other Technical Assistants and the Attaché in order to ensure the overall coherence of the Belgian health portfolio. The BTC ResRep represents the BTC in the field and is therefore the hierarchical superior of the experts.

Terms of Reference of the Public Financial Management expert

1. Tasks

A. Support to the Belgian Cooperation

- Provide technical and policy advice to the Attaché with regard to his/her positioning on policy and potential political issues:

Provide the Attaché with an analysis of the budget planning/execution prior to both the Joint Health Sector Reviews (JHSR) and the Joint Budget Support Reviews (JBSR) and make sure the budgetary concerns are addressed.

If and when required provide the Attaché with information and advice on PFM matters arising within the Development Partner Coordination Group (DPCG).

Make sure the new policies and/or critical issues raised in TWG meetings are brought up, in due time, to the attention of the Attaché.

- Contribute actively to the existing technical coordination mechanisms (Groupe de Coordination Santé) of the Belgian support to the Health sector by exchanging information on health financing issues, so as to promote a shared vision and a coherent approach; including the scientific support dynamics.
- Provide quarterly reports (2 progress reports, 1 annual report, 1 disbursement report) with regard to programme implementation and policy dialogue, as provided in the Vademecum for Budget Support. Quality assurance of the reports will be done first by the Departments of Expertise (for progress reporting) and Finance (for the disbursement reports) in BTC Brussels, then by the ResRep, who officially timely submits the reports to the Attaché.
- In particular, for the disbursement report, the adviser will systematically check whether the conditions for disbursement as defined in the Specific Agreement are met. She/he will, after internal quality check, formulate a clear advice to the Attaché in this respect. The Attaché will submit the Report and his advice to the Inspector of Finance and BTC HQ.

¹ Technical Note pt. 3. Page 52

- Support the implementation of the health bilateral program as defined in the PIC 2011-2014, taking into account the evolution of the international context.
- Occasionally provide support upon request to health or budget support programmes within other partner countries of the Belgian Cooperation.

Occasionally participate in international seminars, conditioned by the approval of the ResRep of BTC and in consultation with the Attaché.

B. Support to the SWAp coordination mechanisms

- Contribute to the achievement of more effective aid to the health sector through improved harmonisation, coordination of DPs and their alignment to the Sector Strategic Plan and policies, according to the principles of the Paris Declaration, Rwanda's Aid Policy Manual and the MoU for the health SWAp.
- Actively participate in the SWAp Committee meetings. Contribute to the sector-wide approach implementation at district level and strengthen this approach at central level.
- Actively participate in the Technical Working Groups (TWG) meetings relevant for the JHSS program follow-up in which the expert can provide valuable contributions (e.g. Health Financing TWG, M&E TWG, Governance/decentralization TWG)
- Actively participate in the monthly Development Partners Group (DPG) meetings and in the bi-monthly Health Sector Working Group (HSWG) meetings.
- Actively participate in the (preparatory) meetings of the bi-annual Joint Health Sector Reviews (JHSR) as well as in the drafting of the JHSR joint summary reports together with the Attaché, other DPs and the MoH representatives.
- Actively participate in the Joint Budget Support Reviews and in relevant preparatory meetings, strengthening the link between PFM at sector level and macro level.
- Actively participate in the wider PFM and decentralisation dialogue, contribute with evidence and analysis from health sector level including the functioning of the PFM-system within the sector at district level. Coordinate with evidence and experiences of the Belgian program in support of the decentralisation process (fiscal decentralisation).
- Liaise with other DPs engaged in Sector/General Budget Support and participate in the PFM-related joint missions (eg: PEFA, FRA etc.) when appropriate.
- Analyse budget planning, budget execution, financial reporting, internal and external control systems in the health sector at central and local level and support the actors in the health sector in these matters.
- Analyse the annual report of the Office of the Auditor General (OAG), share findings with DPG (in particular with SBS donors) and follow up on the recommendations and corrective measures with MoH.
- Actively participate in the meetings organised with the SBS DPs, MoH and MINECOFIN.
- Advise the Attaché and other DPs contributing to the Capacity Development Pooled Fund on the financial management issues of the CDPF and actively participate in the CDPF DP meetings and Steering Committee meetings.

- Establish, develop and maintain good working relations with the Government ministries (namely MINISANTE, MINALOC, MINECOFIN, Local Governments), institutions and all partners involved in the sector.
- Develop, and share knowledge and understanding of the programme, including through field visits and networking with local actors.
- Follow, together with development partners, evolutions in international policies and discuss consequences and opportunities for the public financial management system in Rwanda.

C. Support to the overall functioning of the Rwandan health system

- Follow-up and analysis of the implementation of current Health Sector Strategic Plan (HSSP III).
- Monitor identified risk factors and constructively collaborate with the partner authorities within the policy dialogue to implement mitigating actions. In particular:
 - Analyse Health budget and expenditure within the sector and within the national budget and share information with relevant stakeholders.
 - Analyse annual audit reports available at the time of contract, share and discuss findings with DPG, MoH and MINECOFIN and follow up on recommendations and issues addressed in the reports.
- Present recommendations on planning, budget allocations and expenditures and PFM issues at sector level to the HSWG and Health financing TWG.
- Support coherence and linkage of the JHSS programme with the experience and outputs of partners as well as other relevant programmes and projects from other donors.
- Look at the integration and use of Gender-Responsive Budgeting (GRB) for health. He/she will support the Ministry in developing capacity in this area. Since Rwanda has a National Gender Policy in place, this new budget support will provide an opportunity for more analysis and insight on how GRB is being mainstreamed in the health sector.
- Follow up on development of the PFM system at hospital and health service level.
- Support the development, effective financing and implementation of strategies that will increase the likelihood of achieving the Health MDGs within the framework of the SWAp, long-term financing scenarios for the sector, and the EDPRS.
- Support the GoR in strengthening overall monitoring and evaluation in the health sector, ensuring that GoR systems – in particular the bi-annual Joint Health Sector Review – meet the needs of all stakeholders, including Development Partners.
- Do sufficient field missions to test the progress in managing health finances at district level and within health services.
- Identify opportunities and create specific entry points for dialogue in view of reinforcing the health system.

2. Work modalities

Work under the leadership of the Belgian BTC Resident Representative (ResRep) and in collaboration with the Public Health expert, other Technical Assistants and the Attaché in order to ensure the overall coherence of the Belgian health portfolio. The BTC ResRep represents the BTC in the field and is therefore the hierarchical superior of the experts.

ANNEXE 2 : PLAN FINANCIER EN EURO

Nom du budget : JHSSIIIb		2014		2015		2016		2017				
Code Budget	Description des postes budgétaires	Code Secteur	Code Tâche	Coût unitaire	Nombre	COUT TOTAL CONTRIBUTION BELGE	SI	S2	SI	S2	SI	S2
A_01_01	Prix : Expertise											
	Expert(e) santé publique	12110	Régie	15.000	24	360.000		90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
A_01_02	Expert(e) Gestion Finances Publiques	12110	Régie	15.000	36	540.000		90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
A_01_03	Missions des 2 experts	12110	Régie	4.000	6	24.000		4.000	4.000	4.000	4.000	4.000
A_01_04	Coûts de fonctionnement par expert	12110	Régie	400	60	24.000		2.400	4.800	4.800	4.800	4.800
A_01_05	Investissements	12110	Régie			0						
A_01_06	Participation Review mission expert CTB (siège)	12110	Régie	6.000	2	12.000			6.000			
A_01_07	Consultancy (Audit & analyses technique, conseil, évaluation, ...)	12110	Régie	25.000	2	50.000			25.000			
	SOUS TOTAL					1.070.000	0	96.400	96.400	219.800	188.800	188.800
	Prix: Bénéfices											
	1%					10.100	0	964	964	2.198	1.888	1.888
	SOUS TOTAL PRIX					1.020.100	0	97.364	97.364	221.998	190.688	190.688
B_01_01	Don: Contribution au "JHSS III"											
	Art. 3 Convention Spécifique	12110	Aide budgétaire			18.000.000	0	9.000.000		9.000.000		
	SOUS TOTAL DON					18.000.000	0	9.000.000	0	9.000.000	0	0
	TOTAL					19.020.100	0	9.097.364	97.364	9.221.998	190.688	221.998

l'année 2014/15 pour l'expert santé publique et suivi HQ sont financés sur CMO CDPF RWA 1208711